

Évolution positive, disent les défenseurs de la cause palestinienne, hypocrisie, « destruction d'Israël édulcorée »<sup>269</sup>, s'écrient sans surprise ses adversaires, et donc, comme on sait, « extermination des Juifs » sous-entendue. Ainsi, les Palestiniens mènent la lutte armée : terrorisme ! Ils laissent les fusils pour des pierres : terrorisme ! Ils manifestent pacifiquement, comme à Gaza depuis le printemps 2018 : terrorisme ! Même s'ils restaient confinés chez eux en silence, gageons que les gouvernements israéliens crieraient encore : terrorisme ! Car fussent passées toutes les saintes inquisitions, il sera difficile d'extirper la colère qui est au fond de leur cœur.

Ce n'est pas seulement parmi les Musulmans que l'on fait appel de façon indue aux textes sacrés pour légitimer un combat politique. Les Sionistes religieux ne vont-ils pas eux-mêmes chercher dans la *Thora* la légitimation de l'acaparement de la terre de Palestine ? C'est bien en son nom que le Gush Emunim, créé en 1974, prône la colonisation des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, d'ailleurs déjà entamée après 1967. Mais cette revendication n'est pas seulement d'hier, elle est bien d'aujourd'hui. « La source du Sionisme est d'abord biblique », lit-on sur un site français qui se propose de combattre la propagande anti-Israël.<sup>270</sup>

« Le droit d'Israël de posséder la terre de Canaan est fondé sur des promesses divines », lit-on dans la prose des mouvements évangéliques étasuniens. « Dieu a répété plusieurs fois à Abraham qu'Il lui donnerait une terre en héritage, à lui et à ses descendants. / Il lui a dit : “Lève les yeux, et, du lieu où

269. MARC, « Charte du Hamas 2017 : la destruction d'Israël édulcorée », sur le site *JForum* le 23 mai 2017.

270. YAËL KOENIG, sur le site *Mais Si Sraël*, le 21 mai 2008. Voir aussi NASSIM BEHAR, « Cisjordanie : des colons français au nom de Dieu », *Libération* du 23 août 2016.

tu es, regarde vers le Nord et le Midi, vers l'Orient et l'Occident ; car tout le pays que tu vois, je le donnerai à toi et à la postérité pour toujours” (*Genèse XII, 14*). »<sup>271</sup>

Voici à présent un moment de la prière de Pessah, la Pâque juive :

« Déverse Ta colère sur les nations qui ne Te reconnaissent pas [...] Déverse Ton courroux sur eux ! Poursuis-les de Ta colère et détruis-les de dessous les cieux de l'Éternel ».

Si l'écrivain et journaliste israélien Uri Avnery ne pensait pas que cette prière, faite dans le contexte biblique de la fuite d'Égypte, pût être utilisée mal à propos et être invoquée pour des actions criminelles, il n'eût pas éprouvé le besoin de mettre ses concitoyens en garde à ce sujet.<sup>272</sup>

### Sur la violence dans la Bible et le Coran

Tous les textes sacrés reflètent la violence de leur temps et l'utilisation qu'on en fait celle de l'époque de ceux qui les invoquent.

#### **Sur la profusion de textes violents.**

Jacqueline Chabbi, qui s'est attelée à une lecture historique et anthropologique du *Coran*, n'hésite pas mettre en rapport les passages violents incriminés du *Coran* avec les passages comparables dans la *Bible*, et cite notamment celui-ci :

« L'Éternel parla ainsi à Moïse : “Attaquez les Madianites

271. ICEJ (International Christian Embassy Jerusalem), « Fondement biblique du sionisme : Une promesse inébranlable », sur le site *ICEF*, 2010.

272. URI AVNERY, « Déverse Ta colère », sur le site de l'AFPS, le 9 avril 2012.

et taillez-les en pièces ! Et maintenant, tuez tous les enfants mâles ; et toute femme qui a connu un homme par cohabitation, tuez-la ! » (*Nombres*, XXV, 16-17).<sup>273</sup>

Dans son ouvrage *L'islam, la République et le Monde*, Alain Gresh donne un autre passage de la *Bible*, qui atteint des sommets de violence :

« Le SEIGNEUR ton Dieu te livrera ces nations [celles qu'il chassera devant toi peu à peu] et jettera sur elles une grande panique jusqu'à ce qu'elles soient exterminées. Il livrera leurs rois entre tes mains, tu feras disparaître leur nom de sous le ciel ; aucun ne tiendra devant toi, jusqu'à ce que tu les aies exterminés (*Deutéronome*, VII, 22-24). »<sup>274</sup>

Combien de passages semblables pourraient être invoqués ! Pour Jacqueline Chabbi, la violence contenue dans le livre saint des Musulmans est somme toute moins grande que celle contenue dans la *Thora*, pour la simple raison qu'elle s'inscrit non pas, comme c'est le cas dans cette dernière, dans le cadre de rapports entre des masses humaines importantes, mais dans celui de rapports tribaux, qui concernent des contingents bien faibles. De surcroît, dans les conflits entre tribus, les hostilités s'arrêtent vite car le risque de « tuer inconsidérément » met en péril, à cause de la loi du talion, la survie même des groupes qui l'invoquent.

273. JACQUELINE CHABBI, *Les trois piliers de l'islam – Pour une lecture anthropologique du Coran*, Seuil, Paris, 2017. Les présentes citations viennent d'un entretien avec Joseph Confravreux pour *Mediapari* intitulé « Lire le Coran autrement » le 25 octobre 2016, en ligne sur *Youtube*.

274. ALAIN GRESH, *L'islam, la République et le Monde*, Librairie Arthème Fayard/coll. Pluriel, Paris, 2014, p. 54.

N.B. : le verbe utilisé est *hasmer* qui, en hébreu biblique comme moderne, signifie bien « détruire, exterminer, anéantir ».

N'oublions pas non plus que nous avons souvent à faire, comme le rappelle l'anthropologue, à une violence du discours et non à une violence de l'action, à une parole fulminante couvrant souvent une pratique conciliante, bref à « une violence compensatoire ». C'est donc une erreur monumentale que de prendre les passages violents du *Coran* comme ceux de la *Thora* au pied de la lettre. Et ne croyez pas que l'*Évangile* lui-même qui, pour des raisons historiques, contient moins d'appels guerriers que les susdits textes, n'ait pu lui aussi être invoqué pour l'action belliciste. Ce fut le cas par exemple quand, lors de la Guerre des paysans dans l'Allemagne de 1525-1526, Thomas Münzer invoqua ces paroles du Christ :

« Quant à mes ennemis, ces gens qui n'ont pas voulu que je règne sur eux, amenez-les ici et égorgez-les devant moi ! » (*Luc*, XIX-27, traduction œcuménique).<sup>275</sup>

On rétorquera qu'il ne faut pas prendre la phrase au pied de la lettre, que c'est une parole métaphorique. À juste raison, mais pourquoi refuser la métaphore au *Coran* là où on l'accepte pour l'*Évangile*? De plus, une métaphore traduit l'ambiance d'une époque et l'on n'est pas obligé d'assumer la violence d'hier dans le langage d'aujourd'hui.

### Sur le besoin de situer les textes dans leur contexte.

On pourrait penser que c'est ce que fait Laurent Bouvet, un des fondateurs du Printemps républicain et signataire du *Manifeste contre le Nouvel antisémitisme*, lorsqu'il somme « les autorités religieuses, ceux qui ont une influence, ceux qui sont responsables », de dire « chaque jour : “le *Coran* ne vous demande pas de tuer les Juifs, ne vous demande pas de

275. Voir FRIEDRICH ENGELS, *La Guerre des paysans en Allemagne* (1850), édition française, Éditions sociales, Paris, 1974, p. 50.

maltraiter les non-croyants, les koufars, etc. Il y a un texte qui a été écrit il y a des siècles».

Le ton comminatoire et quelque peu humiliant de l'injonction dément déjà un tel état d'esprit. Mais surtout, ce que demande Laurent Bouvet est justement ce que font assez régulièrement quantités d'«autorités» qu'il prétend secouer. Immergez-vous seulement dans la tempête de messages, de discours et de proclamations qui abondent sur la toile. Il n'est pas seulement riche d'appels à l'intolérance des Wahhabites et autres takfiristes, jusqu'aux militants de Daech et d'Al-Qaïda. On y trouve aussi, à profusion, ceux des personnalités musulmanes et institutions islamiques qui appellent à la sagesse. Avouons pourtant que les médias officiels leur laissent peu la parole, à l'exception de ceux qui, dans la tradition coloniale, se comportent en béni-oui-oui. C'est qu'ils ne tiennent pas ces déclarations pour une véritable information. Ce qui est, à leurs yeux, une information labellisée, consacrée, ce qui, techniquement pourrait-on dire, passe la rampe, c'est que le *Coran* appellerait à la violence, comme le font Al-Qaïda et Daech, que l'on feint de prendre pour des représentants officiels de l'Islam. Là, notre politiste, qui affirme ne pas se mêler de théologie, montre qu'il en fait quand même et surtout prouve ainsi ses limites en matière d'histoire des religions :

«Je sais qu'on ne peut pas discuter, interpréter, notamment comme la religion juive qui travaille à l'interprétation permanente des textes. Ce n'est pas la même chose dans l'Islam, je le sais, mais que chacun prenne ses responsabilités, puisqu'il y a des morts.»<sup>276</sup>

276. LAURENT BOUVET, intervenant avec Pascal Boniface et Messaoud Boumaza dans l'émission *Le Débat* animée par Raphaël Kahane sur le thème «Le nouvel antisémitisme» : un manifeste à charge?, *France 24*, le 26 avril 2018.

Comme si la doctrine de l'Islam n'était pas déjà une interprétation du *Coran*. Comme si toute l'histoire des différents courants de cette religion – ils sont plus que légions! – n'étaient pas jalonnée de divergences d'interprétation des textes scripturaires, eux-mêmes et passés au crible de l'exégèse. Comme si l'idée d'appliquer les textes à la lettre ne cachait pas, sauf quand on refuse la métaphore et l'allégorie, un choix de versets opéré dans le sens désiré en passant les autres sous silence. Comme si l'idée selon laquelle les portes de l'idjtihad auraient été entièrement fermées et qu'il fallait les rouvrir n'était pas un slogan destiné à sermonner les Musulmans et les faire réagir aux assauts de la modernité, comme si elle résultait d'un décret qu'aucune autorité religieuse n'a pourtant jamais produit, prétendue décision employée toutefois par l'islamophobie des orientalistes pour dénigrer l'Islam.

Plutôt que de donner la parole à un imam, parce que l'on penserait qu'il prêche pour sa mosquée, laissons la parole à un rabbin : «Le problème des versets violents existe depuis que le *Coran* a été révélé, et les Musulmans, les théologiens musulmans y répondent depuis plus d'un millénaire». Il suffit pour lui de lire Muhammad al-Ghazālī,<sup>277</sup> et l'on a des réponses. «Les outils sont déjà là. L'Islam a déjà fait son analyse. Il suffit de l'enseigner, c'est tout.»<sup>278</sup> En d'autres termes, la nature même de l'Islam ne diffère pas, en tant que révélation, de la *Thora*. Les Musulmans possèdent toutes les ressources et les moyens pour effectuer le travail de mise au goût du

277. C'est de l'érudit égyptien réformateur contemporain, mort en 1996, qu'il s'agit, et non du célèbre imam al-Gazālī, qui vivait aux XI<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècles.

278. RAPHAËL HAGAÏ (Rabbin), «Manifeste Contre "La nouvelle intolérance"», entretien avec Abdellatif Essadki sur *Radio Pluriel* le 29 avril 2018.

jour de leur religion. Certes, ils ont certainement beaucoup à faire,<sup>279</sup> mais c'est une autre question.

L'«interprétation permanente des textes» que l'on prête au Judaïsme n'empêche nullement des colons ou des Sionistes chrétiens d'invoquer la *Thora* à des fins racistes et haineuses vis-à-vis de Palestiniens. C'est, on ne le dit jamais assez, que les textes sacrés doivent être restitués dans leur temps. Ce conseil ne vaut pas seulement pour les Musulmans, mais pour toutes les religions, et en particulier pour toutes cultures où l'incidence de la religion dans la vie publique est grande.

---

279. C'est ce que leur rappelle le sociologue de foi islamique Omero Morengiu-Perria, dans une tribune intitulée «Encore un peu plus de courage, messieurs les imams», publiée par *Le Monde* du 7 mai 2018.

## TROISIÈME PARTIE

---

### SUR LES TENSIONS IDENTITAIRES DANS LA FRANCE D'AUJOURD'HUI

*Ce qui a été appelé le nouvel antisémitisme touche aux questions des rapports entre l'Islam et les Juifs et, par le biais de la dénonciation de l'antisionisme, à Israël et à la résistance à l'occupation de la Palestine. Mais l'expression n'est pas une chose nouvelle. Elle est née au milieu des années 1970 comme réaction de la diplomatie israélienne à la contestation de la légitimité de la colonisation sioniste en Palestine. Abba Eban, alors ministre des Affaires étrangères, déclarait en 1973 devant l'American Jewish Congress :*

«Une des grandes tâches du dialogue avec les non-Juifs [*the Gentile world*] est de prouver que la distinction entre antisémitisme et antisionisme n'a aucune justification [*is not a distinction at all*].»

*Abba Eban poursuit :*

«Le vieil et classique antisémitisme proclamait à l'intérieur de la société l'égalité des droits pour tous les individus, sauf les Juifs. Le nouvel antisémitisme dit que le droit d'établir et de maintenir une souveraineté nationale indépendante est la prérogative de toutes les nations, pourvu qu'elles ne soient pas juives.»<sup>280</sup>

Passons sur le sophisme qui saute à pieds joints du droit des Juifs à un État au droit à en instituer un sur la terre de

---

280. AMERICAN JEWISH CONGRESS, *Congress Bi-weekly*, Vol. 40, Issues 2-14, 1973, p. xxv.

la Palestine en en chassant ses habitants. C'est le même raisonnement fallacieux qui tient, dans la définition de l'antisémitisme donnée par l'IHRA (*International Holocaust Remembrance Alliance*), un des caractères de l'antisémitisme le fait de « dénier aux Juifs leur droit à l'autodétermination, ce qui revient à proclamer que l'existence d'Israël est une entreprise raciste. »<sup>281</sup>

L'année suivante, paraissait sous l'égide de l'ADL (*Anti-Diffamation League*) qui sortait d'une campagne pour les droits civiques en montrant du doigt la droite étasunienne, un brûlot titré par Arnold Forster et Benjamin Epstein *The New Antisemitism*.<sup>282</sup> Ce concept est noyé dans un salmigondis politique étonnant que pour éviter toute reproche de partialité, je préfère définir en citant les commentaires de cet ouvrage par l'historien Bernard Bruneteau :

« Le concept de “nouvel antisémitisme” entend caractériser la dimension inédite d'un phénomène qui émanerait simultanément de l'extrême-droite, de l'extrême-gauche et de l'islam fondamentaliste en diabolisant l'État d'Israël accusé d'être à la pointe de l'emprise occidentale sur le monde. Les tenants du concept insistent donc sur le caractère antisémite plus ou moins déguisé des critiques formulées envers cette emprise supposée, qu'il s'agisse de l'antisionisme, de l'antiaméricanisme ou de l'antimondialisme. »<sup>283</sup>

Ces considérations sur le cadre international me semblaient utiles avant d'aborder la situation en France elle-même.

281. “Working definition of Anti-Semitism”, sur le site de l'IHRA.

282. ARNOLD FORTIER & BENJAMIN EPSTEIN, *The New Anti-Semitism*, McGraw-Hill, New York, 1974.

283. BERNARD BRUNETEAU, « Les permanences de l'antisémitisme antimondialiste (fin XIX<sup>e</sup> - début XXI<sup>e</sup> siècle) », dans la *Revue d'histoire moderne & contemporaine* 2015/2-3 (n° 62-2/3), p. 225.

★ ★

## SUR L'INCIDENCE DU « CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN »

*On ne peut réduire le conflit qui a pour théâtre la Palestine historique à un « conflit israélo-palestinien » du fait de ses dimensions locales et internationales certaines, mais je sacrifierai à l'usage en employant cette expression insatisfaisante. Quoi qu'il en soit, son incidence sur notre pays est bien réelle et les autorités gouvernementales, tout comme le CRIF s'attachent à bien faire entendre aux représentants des Musulmans qu'il n'est pas question pour eux d'importer le conflit.*<sup>284</sup>

### Sur le refus à sens unique d'« importer le conflit »

Ce refus est une vieille histoire. Il remonte au moins à la Marche pour l'égalité des droits et contre le racisme de 1983 et à celle de Convergence 1984. Les keffiehs des manifestants symbolisent alors une double réalité. D'abord, la prise en charge des revendications des aînés, venus des pays de feu l'Empire français et dont la situation infériorisée est vue comme une queue de la situation coloniale. L'année 1973 – c'est alors tout frais dans les mémoires –, a connu une flambée de crimes racistes qui a fait chez les Algériens 50 morts et 300 blessés.<sup>285</sup>

284. Voir PASCAL BONIFACE, « Le conflit israélo-palestinien est importé en France depuis longtemps », sur *France 24*, le 23 juillet 2014.

285. Voir YVAN GASTAUT, « La flambée raciste de 1973 en France », dans *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 9, n° 2 (1993), pp. 61-75.

Et, même si c'est sur un mode mineur, cette vague a continué dans les années suivantes. En compulsant les données fournies par diverses associations, on peut décompter plus de 25 Maghrébins, Noirs ou Gitans tombés sous les balles des forces de police, dans les prisons, par des vigiles ou de simples particuliers entre janvier 1980 et novembre 1983. Effectivement, la liste proposée n'est pas exhaustive.<sup>286</sup> Je me souviens très bien qu'à un jour ou deux près où le jeune Toufic Ouannes fut tué à la Courneuve le 9 juillet 1983, une fillette antillaise subissait le même sort Porte de Bagnolet. Ce fut d'ailleurs l'occasion pour moi d'organiser une émission commune entre *Radio Soleil - Goutte d'or* et *Radio Voka*, qui dura jusqu'à la saisie de cette dernière fin août 1983, mais qui se prolongea par une émission destinée à favoriser les bons rapports entre Maghrébins et Antillais en France sur *Radio Soleil* jusqu'au début 1984. En tout cas, c'était le temps où Philippe Val, qui fait aujourd'hui une fixation sur l'islamo-gauchisme, mais qui était alors humoriste, pouvait dire avec une ironie mordante : « Le racisme, ça fait partie de notre culture. »<sup>287</sup>

Ainsi que le rappelle Brigitte Martinez, de France Terre d'Asile : « La médiatisation des crimes racistes des années 1970-1980 révèle aux Français leur xénophobie latente. La

286. Voir notamment la chronologie des meurtres perpétrés entre 1971 et 2008 intitulée « Ratonnades » sur *Infokiosque*, et la « Liste non exhaustive des crimes racistes et sécuritaires de 1971 à aujourd'hui en France », sur le site du Collectif Justice pour Hocine Bouras, mise à jour en 2015.

287. Je me souviens parfaitement d'avoir bien entendu cette phrase. Elle m'a fortement frappé au début des années 1980, lors d'une Fête de l'immigration au marché d'Aligre, à Paris. J'ai bien réécouté les sketches où, comme ce fut le cas ce jour-là, l'ex-humoriste imitait la voix de Giscard d'Estaing, à savoir *Lad'émocratie* et *Giscard élections* que l'on peut écouter sur *Youtube*, mais elle ne figure pas dans ces enregistrements. Il devait donc s'agir d'une variation improvisée.

seconde génération d'immigrés écrira en « Une » son combat antiraciste. »<sup>288</sup> N'oublions pas qu'un des mots d'ordre de la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983, déclenchée par la révolte contre 21 crimes racistes dans l'année écoulée, fut « Rengainez, on arrive ! »<sup>289</sup> Ensuite, l'identification avec la lutte palestinienne qui incarnait ce combat continué de façon contemporaine avec une forte puissance symbolique.

Il faut donc, pour nos gouvernants, absolument découpler les combats de la Seconde génération des combats anticoloniaux passés et de la lutte contemporaine de la Palestine.<sup>290</sup> D'autant plus que le représentant de la Ligue arabe à Paris, M'hammed Yazid, qui a été le représentant personnel de Boumediene auprès d'Arafat, œuvre sans détour pour lier la lutte des Immigrés, jeunes et vieux, à la lutte d'indépendance en Algérie et à la Résistance palestinienne, ce qui le rend d'ailleurs très vite encombrant aux yeux des Pays arabes. D'un point de vue pratique, le Parti socialiste, aidé par l'UEJF (Union des étudiants juifs de France), à la confluence desquels se trouvait notamment un personnage comme Julien Dray, s'attachent à disposer un contre-feu à ce mouvement avec le lancement de SOS Racisme. Cette organisation parvient de fait à contenir dans une bonne mesure, autorités politiques et médias aidant, les expressions officielles de cette protestation dans son aspect « jeune », et la réduire à la

288. BRIGITTE MARTINEZ, « La lutte des “Beurs” », sur France Terre d'Asile, le 24 mars 2011.

289. C'est le titre du livre de Mogniss Abdallah qui a pour sous-titre : *Chroniques des luttes contre les crimes racistes ou sécuritaires, contre la Hagra policière et judiciaire des années 1970 à nos jours*, Libertalia, Paris, 2012.

290. Significatif est ce titre : « En 1983, la jeunesse post-coloniale a remis en question l'ordre établi », paru dans *L'Humanité* du 15 octobre 2013. Il s'agit d'un entretien avec Abdellali Hajjat, auteur de *La Marche pour l'égalité et contre le racisme*, Éditions Amsterdam, Paris, 2013.

proclamation d'un inoffensif «Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil» et dans le narcissisme auto-satisfait d'une France *black-blanc-beur*.

Cet effort d'aseptisation du mouvement social s'accompagne, d'un point de vue théorique, de deux types d'attaques convergentes.

Côté cour, l'accusation est lancée notamment par Annie Kriegel dans plusieurs directions : l'OLP, les communistes français et l'extrême gauche – cela fait donc 27 ans que cela dure ! –, dans son livre *Israël est-il coupable ?* Selon elle, « l'antisionisme est la forme concrète actuelle, dominante, d'une entreprise dont la signification d'ensemble demeure celle, constante, de l'antisémitisme – la disparition pure et simple du fait juif. »<sup>291</sup> Nous n'avons là en vérité qu'une acclimatation des idées développées aux États-Unis huit ans plus tôt par Arnold Foster et Benjamin Epstein.<sup>292</sup> Depuis, surtout avec les années 2000, nombre d'agitateurs médiatiques ont pris le relais en créant un amalgame absolu entre ce qu'ils nomment islamo-gauchisme, antisionisme et antisémitisme. Une figure marquante de ce courant est Pierre-André Taguieff qui n'hésite pas à écrire en 2003 :

« Des Juifs peuvent être tolérés, voire acceptés dans cette mouvance islamo-gauchiste, à condition qu'ils fassent preuve de pa-  
lestinophilie inconditionnelle et d'antisionisme fanatique. »<sup>293</sup>

291. ANNIE KRIEDEL, *Israël est-il coupable ?* Laffont, Paris, 1982. La citation ci-dessus est prise à la page 113 de l'édition 2000.

292. Voir plus haut, p. 156.

293. PIERRE-ANDRÉ TAGUIEFF, « L'émergence d'une judéophobie planétaire : islamisme, anti-impérialisme, antisionisme », *Outre-Terre* 2/2003 (n° 3), pp. 189-226. Il développera ces idées *La Nouvelle Judéophobie*, Mille et une Nuits, Paris, Coll. « Essai », 2002, et dans *La Judéophobie des Modernes – Des Lumières au Jihad mondial*, Odile Jacob, Paris, 2008.

Côté jardin, des ouvrages comme *Le Sanglot de l'Homme blanc*<sup>294</sup> de Pascal Bruckner, s'affairent à opérer une césure totale de la conscience de la société contemporaine avec la société coloniale d'hier, prélude à la dénonciation de toutes les prétendues repentances, désormais coutumière des courants identitaires et suprématistes.

Et puis, c'est la convergence de ces deux tendances dans la dénonciation de l'islamo-gauchisme.<sup>295</sup> Il n'est pas étonnant que Taguieff et Bruckner aient convergé dans la signature du fameux *Manifeste contre le nouvel antisémitisme*.

Deux anecdotes. La première, narrée par Alima Boumediene-Thierry, sénatrice de Paris de 2004 à 2011. Elle raconte comment, lors d'une réunion tenue en décembre 1984 à La Sorbonne entre le Collectif parisien et SOS Racisme, plusieurs militants de cette organisation ne cachant pas leur appartenance à l'UEJF, exigent que l'on laisse « la Palestine aux vestiaires », et que l'on parle seulement d'ici, parce que « le problème est ici », ce à quoi les militants du Collectif répondent que « les droits de l'homme sont universels. »<sup>296</sup>

La seconde anecdote concerne une réunion où SOS Racisme convie les organisations parisiennes de l'immigration – c'est ainsi que l'on parle encore à l'époque – en 1985 ou 1986. Cette organisation demande gentiment à chaque participant d'affirmer que la Palestine soit encore « laissée aux

294. PASCAL BRUCKNER, *Le sanglot de l'homme blanc. Tiers-monde, culpabilité, haine de soi*, Seuil, Paris, 1983.

295. Voir notamment *Un racisme imaginaire*, 2017, déjà cité.

296. Voir la vidéo enregistrée du colloque organisé par Banlieue Plus le 1<sup>er</sup> juin 2013, « La genèse, l'histoire et la récupération de la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983 », diffusée sur *Youtube* le 1<sup>er</sup> décembre 2013.

vestiaires». Après que la vingtaine de présents se sont exécutés, un responsable de SOS Racisme, Mordehaï, prend la parole et témoigne à peu près ainsi : « Quand le sang d'un soldat israélien coule, c'est moi qui saigne ». Stupéfaite, la salle se tait. Je ne suis pas certain de la date de cette réunion, mais elle ne doit pas être confondue à mon avis, avec celle convoquée à l'initiative du père Delorme pour régler le contentieux avec SOS Racisme le 10 mai 1985. Elle me semble avoir été tenue après le concert de SOS Racisme du 15 juin 1985. Quant à ce Mordehaï, ce doit être Mordehaï Bitton, aujourd'hui rabbin.<sup>297</sup>

Je n'ai pas assisté à cette réunion qui fut toutefois enregistrée par Mohamed Bachiri, alias Mokhtar, responsable de *Radio Soleil – Goutte d'Or*. Mais, en tant qu'animateur de cette radio, je me souviens très bien de l'émoi suscité par la diffusion de l'enregistrement que j'ai assuré le soir même : nuit de regrets pour ceux qui ont le sentiment de s'être fait berner, d'injures et de menaces aussi de la part de ceux dont la filouterie est dévoilée, mais surtout de félicitations et d'encouragements pour le travail de la radio.

Devant cette campagne menée sous ce slogan schizophrénique, certaines associations plient et gardent le silence sur la question palestinienne, pour ne pas se couper de l'Administration et de ses subsides, ce qui pousse en conséquence la masse de la jeunesse dite « issue de l'immigration » à se dissocier d'elles. On voit même parfois des militants rejoindre les rangs de SOS Racisme, quand d'autres résistent bien, au prix de menaces, de dénigrement, de harcèlements administratifs ou/et judiciaires.

297. Voir plus haut, p. 25, n. 25.

À l'occasion de la tuerie de *Charlie Hebdo* et de l'hypercasher de la Porte de Vincennes, la militante pacifiste Michèle Sibony évoque un événement symptomatique. Le 7 avril 2002, trois jours avant le vote majoritaire du Parlement européen pour la suspension de l'accord d'association qui lie Israël à l'UE, qu'Alain Finkielkraut qualifie de « nuit de cristal » – on voit que l'hyperbole fantasmagorique du genre « nettoyage ethnique » en Île de France n'est pas d'aujourd'hui –, le CRIF appelle à Paris à une manifestation « contre l'antisémitisme, contre le terrorisme, en soutien au peuple israélien et pour la paix ». Pour Michèle Sibony, le message du CRIF est clair : « le peuple israélien est victime du terrorisme palestinien ; en France les Juifs sont victimes d'actes antisémites, et c'est de la même chose qu'il s'agit. » Une manière non équivoque d'appliquer l'idée de « ne pas importer le conflit israélo-palestinien » désormais entonné comme un leitmotiv par cet organisme.<sup>298</sup> Comme quoi, la demande de ne pas importer le conflit du Proche-Orient n'a pas le même sens pour tous. Elle est bien unilatérale.

Plus d'une décennie plus tard, nous en sommes toujours là. Le CRIF ne perd pas une occasion d'affirmer « la centralité d'Israël »<sup>299</sup>, et les gouvernements répondent à ses demandes

298. MICHÈLE SIBONY, « Israël et Palestine dans la société française », sur le site UJFP le 25 février 2015. Ce texte s'appuie sur deux interventions publiques, la première lors de la table ronde sur le thème : « Après les tueries de *Charlie Hebdo* et de l'hypercashier, non à la guerre des civilisations », tenue dans le cadre du Salon anticolonial, le 14 février 2015, avec Nacira Guenif et Dominique Vidal, la seconde lors de la soirée organisée le 18 février 2015 par *Politis* sur le thème « le conflit israélo-palestinien et la société française » avec Farouk Mardam-Bay et Denis Sieffert.

299. « La centralité d'Israël dans les mobilisations d'associations juives » est un « des facteurs de la transformation du paysage médiatique juif français », lit-on chez SAMUEL GHILES-MEILHAC, « Les médias juifs français à la croisée des chemins », sur le site *InaGlobal* le 8 juin 2017.



en faisant des pas vers la criminalisation de la campagne BDS (Boycott, Désinvestissements, Sanctions), dénoncée comme une prétendue « incitation à la haine raciale. »<sup>300</sup> Si l'on y va par là, le boycott de l'Afrique du Sud n'était pas dirigé contre l'apartheid, mais constituait une « incitation à la haine » contre les Blancs afrikaners!

### **Sur la solidarité avec la Palestine comme impératif humaniste**

La pression politique sur les associations liées à l'immigration ou à l'Islam est telle qu'il leur est aujourd'hui extrêmement difficile de se soustraire à l'injonction de « ne pas importer le conflit ». En témoignage, un responsable associatif du Havre, Amar Lasfar, président de l'AMF (anciennement UOIF), qui se justifie « d'avoir dit “ nous ne devons pas importer le conflit en France ” ». Voici sa réponse : « Et alors ? Vous auriez souhaité que celui qui représente la plus grande fédération d'associations musulmanes et mosquées en France dise le contraire ? Vous auriez souhaité que les médias et les politiques nous stigmatisent davantage ? »<sup>301</sup> C'est une illustration du commentaire de Michèle Sibony : « Reprise par les gouvernements successifs, elle désigne automatiquement une partie de la population française arabo-musulmane comme responsable de cette importation, et défausse par là même ladite communauté juive française de toute responsabilité dans cette importation. Le lien avec l'étranger (contenu dans

300. ALEXANDRE HERVAUD, « Le boycott anti-israélien est illégal en France », *Libération* du 28 octobre 2015.

301. HOUTMANE HASSI, « Boubakeur, Amar Lasfar, la Palestine. L'UOIF travaille, les autres critiquent : un air de déjà vu ! », sur le site de l'association Havre De Savoir, le 10 avril 2015.

la notion même d'importation) étant le fait de l'importateur arabe uniquement. »<sup>302</sup> L'injonction de « ne pas importer le conflit israélo-palestinien » n'est pas seulement hypocrite, car elle ne fonctionne que dans un sens. Elle constitue surtout un *shibboleth* de biblique mémoire (*Juges*, XII, 4-6), un véritable mot de passe ouvrant ou fermant les portes de la reconnaissance publique, médiatique, administrative et politique.

S'il ne s'agissait que d'une question nationale opposant Arabes et Israéliens, on pourrait à la limite l'admettre. Il est toutefois faux de parler d'« importation », sauf pour ceux qui se laissent prendre à la propagande des Sionistes. Selon eux, Israël étant l'État des Juifs du monde entier, il est compréhensible que les Juifs de France le défendent avec bec et ongles en vertu de cette fameuse phrase déformant les propos d'Albert Camus : « Entre la justice et ma mère, je choisis ma mère », tandis que les Arabes et les Musulmans eux, se mêleraient à un conflit étranger à notre pays.

Si on voulait refuser toute « importation », il faudrait condamner toutes les solidarités qui se sont manifestées dans notre pays pour des luttes nationales, depuis celle pour l'insurrection de la Pologne en 1830 à celle de la lutte d'indépendance de l'Algérie dans les années 1954-1962 ou du Vietnam dans les années 1947-1975. Personne n'a pu empêcher les élans de solidarité. Or le conflit qui a la Palestine pour théâtre possède une immense valeur symbolique qui se surimpose, sur la scène internationale, à nombre d'autres considérations. Il ne peut, toujours sur le plan politique, faire oublier trois choses :

302. MICHÈLE SIBONY, « Israël et Palestine dans la société française », article déjà cité.

La cause palestinienne reste rivée dans le cœur des peuples arabes. En dépit du fait que les Palestiniens sont aujourd'hui largement abandonnés par les gouvernements arabes, l'Égypte en premier, qui contribue au blocus de Gaza, et à côté d'elle, l'Arabie saoudite et ses vassaux qui s'apprêtent à les livrer pieds et poings liés pour des raisons de géopolitique anti-iraniennes, à l'occupant israélien. À ce propos, il est faux de répéter la thèse inlassablement soutenue par les néoconservateurs étasuniens et les Sionistes selon laquelle la rue arabe serait favorable à Israël pourvu qu'elle puisse s'exprimer de façon démocratique.

C'est même le contraire qui se produit. S'il peut arriver que des gouvernements arabes utilisent officiellement contre les grandes puissances l'argument de la Palestine, c'est avant tout à usage interne. Cela justifie à leurs yeux d'empêcher et de réprimer généralement les manifestations de solidarité avec la lutte des Palestiniens, ce qui est le fait même de ceux qui paraissent le moins subordonnés au nouvel ordre égypto-saoudien, comme l'algérien.

La cause palestinienne reste également inscrite dans la conscience des Musulmans du monde entier. Ce sentiment s'accroît même aujourd'hui où l'État d'Israël essaie de réduire la Résistance palestinienne à sa dimension religieuse en déplaçant l'antagonisme Sionisme/Palestine arabe en un conflit Juifs/Musulmans. Que des courants répondent parmi les Musulmans de façon réciproque à cette translation n'est pas une raison suffisante pour la penser accomplie. Regardez l'impact de la décision de Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël. Le CRIF jubile et appelle Emmanuel Macron à lui emboîter le pas. Si la solidarité avec la lutte palestinienne n'est pas une simple question

nationale, elle n'est pas non plus une simple question religieuse, qui devrait être sensible aux seuls Musulmans, sans oublier les Chrétiens de Palestine, qui ne sont pas mieux traités que leurs frères musulmans. Aussi est-il tout à fait naturel que la Conférence des évêques de France, tout autant que les organisations protestantes – mis à part les Églises évangéliques, qui sont explicitement sionistes – s'en inquiètent tout comme le CFCM et les autres organisations islamiques.

La cause palestinienne reste gravée dans le cœur des gens de tous horizons animés par un besoin de justice à l'échelle internationale. Il est clair que l'on ne pourra enlever à ces forces sociales la légitimité de leur combat. On cherche à le salir en le couvrant des oripeaux de l'antisémitisme éternel. Que derrière le drapeau de l'antisionisme, des individus et des courants puissent assouvir leur haine antijuive, cela est vrai et ils doivent être dénoncés. Il n'est pas d'idée noble qui ne puisse être travestie. Mais cela ne disqualifie pas l'antisionisme.

C'est un mauvais coup que lui porte Emmanuel Macron lors de la commémoration du 75<sup>e</sup> anniversaire de la rafle du Vél d'Hiv' quand, dans un clin d'œil appuyé à Benyamin Netanyahu, présent à cette manifestation et familièrement appelé *Bibi*, il affirme dans son discours : « Nous ne céderons rien à l'antisionisme, car il est la forme réinventée de l'antisémitisme. »<sup>303</sup> Il récidive lors du dîner annuel du CRIF du 20 février 2019 où il promet d'inclure officiellement l'antisionisme dans la définition de l'antisémitisme, en suivant les recommandations faites par l'IHRA<sup>304</sup>, qui mène sur ce point une campagne intense. Ce qui fait dire à Rony Baumann qu'Emmanuel

303. Voir « Macron réaffirme la responsabilité de la France dans la rafle du Vél d'Hiv' », *Le Monde* du 16 juillet 2017.

304. Voir plus haut, pp. 155-156.